

"Le Portugal ou l'adieu aux larmes" dans Le Monde diplomatique (Août 1991)

Légende: En août 1991, le mensuel français Le Monde diplomatique analyse les conséquences de l'adhésion, le 1er janvier 1986, du Portugal aux Communautés européennes sur l'économie et sur la société du pays.

Source: Le Monde diplomatique. dir. de publ. RAMONET, Ignacio ; Réd. Chef PAUNET, Micheline. Août 1991, n° 449. Paris.

Copyright: (c) Le Monde Diplomatique

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"le_portugal_ou_l_adieu_aux_larmes"_dans_le_monde_diplomatique_aout_1991-fr-8c110039-77e1-4a4f-8d13-665fd44d66ea.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 17/09/2012

Le Portugal ou l'adieu au larmes

«*ORGUEILLEMENT seuls*», telle était, de 1933 à 1974, la devise officielle du régime salazariste. Durant quarante ans, les Portugais ont tourné le dos à l'Europe. Perdus dans le souvenir océanique des conquêtes, bercés par l'illusion d'autarcie qu'entretenaient les vestiges africains de l'Empire. L'effondrement de celui-ci, en 1974, annonça le retour définitif à la «petite maison lusitanienne».

Après une révolution exemplaire (pas de victimes, beaucoup d'oeillets et une frénésie idéologique de quelques mois seulement), la jeune démocratie fit valser ses gouvernements. Mais son entrée dans la Communauté européenne, en 1986, profita d'une stabilité politique nouvelle et d'une économie purgée par les socialistes, au pouvoir pendant une décennie.

Aujourd'hui, le traumatisme de la décolonisation semble résorbé: les Angolais ont même choisi Lisbonne, en mai dernier, pour mettre fin à leur guerre civile. Un double consensus, européen et démocratique, permet à la «cohabitation» de perdurer à la tête de l'Etat⁽¹⁾. Quant à l'homme de la rue, comme M. Jourdain, il a fait de l'Europe sans le savoir et, jusqu'ici, n'en a goûté que les charmes. L'air du temps est euphorique. Le dépliant électoral du Parti social-démocrate (PSD), au pouvoir, proclame: «*Nous avons rompu la barrière historique de l'isolement!*», et, sur la foi des progrès accomplis depuis cinq ans: «*Les Portugais ont raison d'éprouver de l'orgueil!" Le Portugal serait-il guéri de sa «schizophrénie sublime*⁽²⁾? Abandonnerait-il enfin aux touristes les mélancolies du fado, la nostalgie des «anciens parapets», délectations moroses et charmes typiques de la misère?

Les bilans que l'on prépare à l'approche des élections législatives de l'automne prochain pourraient donner à le croire. Plusieurs records sont à l'affiche: taux de croissance, d'investissement, d'emploi... La manne bruxelloise, malgré quelques écarts, n'a pas été mal employée. On a privilégié les infrastructures, la modernisation de l'industrie, et des projets vieux de vingt-cinq ans ont commencé à bouger: l'aéroport de Porto, l'autoroute nord-sud, un second pont sur le Tage... Une nouvelle génération d'entrepreneurs apparaît, les capitaux étrangers affluent, séduits par la soudaine crédibilité du pays autant que par la modestie des salaires.

Pour le Portugal, l'adhésion à la Communauté est d'abord synonyme d'une injection grisante de capital (50 milliards de francs en six ans). «*Ils ont, pour l'Europe, un enthousiasme comptable*», ironise un observateur étranger. Impression que M. Nicolau Santos, directeur de l'hebdomadaire *Economico*, ne dément pas: «*Cela nous a surtout permis de nous raccrocher, au dernier moment, au train des pays industrialisés, et de connaître une forte croissance sans déséquilibre de la balance commerciale.*» La conjoncture était favorable: dollar et pétrole bon marché (le pays importe 88 % de son énergie), et dynamisme des pieds-noirs rentrés d'Afrique, les *retornados*. En cinq ans, la consommation s'est envolée, Lisbonne change à vue d'oeil: les chantiers assourdissent la ville blanche, les embouteillages la polluent, les centres commerciaux poussent comme des champignons: tous les symptômes du style de vie occidental sont réunis. Le Portugal correspond davantage aujourd'hui à ce mot du poète allemand Hans Magnus Enzensberger, pendant la révolution de 1974: «*une multinationale des désirs*⁽³⁾».

Quant aux aspects politiques de l'adhésion à la Communauté, la visite de M. Cavaco Silva, premier ministre, au Brésil, en mai dernier, en illustre bien le bénéfique symbolique: «*Le Portugal ne pense plus petit*», annonce un éditorial du quotidien brésilien *Globo*. Le chef du gouvernement a présenté au géant sud-américain l'image d'un pays intégré avec succès au premier bloc économique mondial, et offrant une porte d'accès aux investisseurs brésiliens pour le grand marché de 1993. Pouvoir s'engager, au moment de la présidence portugaise de la Communauté, pendant le premier semestre de 1992, à un rapprochement avec le Mercosul⁽⁴⁾ confère au Portugal une visibilité politique inespérée.

Certains, pourtant, traînent les pieds. Les communistes d'abord, qui se méfient de l'«*Europe du grand capital*». M. Álvaro Cunhal, leur leader historique, dénonce les investisseurs étrangers, les effets pervers de la modernisation, les périls du fédéralisme. Il condamne la société de concurrence qui n'épargne pas les «petits», le culte nouveau de l'argent. On lui rétorque que la réforme du pays exige qu'on s'enrichisse: «*La pauvreté, même bien distribuée, a cessé d'être une vertu*⁽⁵⁾». Les militants, d'ailleurs, n'en veulent qu'aux

écarts de salaires avec les autres pays. Une certaine droite rejoint le PC sur un nationalisme qui prend, chez elle, une coloration mystique, nostalgie d'un Portugal indépendant, cherchant seul les voies de son salut.

Trente ans de retard

TOUT n'est pas rose pourtant, lorsqu'on examine de plus près l'état de santé du «*bon élève de la Communauté*». Il est évident, d'abord, que le retard ne se comblera pas en un jour. Le pays reste sous-équipé: il faut deux ans d'attente pour obtenir le téléphone dans le Nord; il manque plus de 700 000 logements; un Portugais sur trois n'a pas l'eau courante, un sur deux ne dispose pas du tout-à-l'égout⁽⁶⁾. L'économie immergée des temps partiels et des «petits boulots» représenterait 20% du produit national brut (PNB), expliquant en partie le faible taux de chômage (il s'agit, le plus souvent, de bricolage mal rémunéré, sans souci de qualité ni d'efficacité, activité de survie des plus défavorisés). D'après l'économiste Alfredo de Souza, en supposant que la croissance actuelle se maintienne au même rythme, le Portugal ne rattrapera que vers 2015-2020 les moyennes européennes. Entre 1988 et 1990, le Fonds européen de développement régional (FEDER) a, à lui seul, alimenté 2% de la croissance. Or, sous la pression de l'Allemagne, l'axe des subventions risque de s'orienter vers l'Est. De toute façon, les fonds structurels communautaires ne sont garantis au niveau actuel que jusqu'à la fin 1992. Que se passera-t-il ensuite?

L'agriculture, dans un pays où le secteur primaire occupe encore 19% de la population active, est mal partie. Au moins trente ans de retard: mauvaises terres dans le Sud, micro-propriétés dans le Nord, peu de regroupements, donc peu de mécanisation, et des investissements trop faibles. L'industrie agro-alimentaire ne dispose ni des structures, ni de la taille nécessaires pour résister à la concurrence des partenaires européens. Dans le secteur laitier, par exemple, les coûts de production restent très élevés. De surcroît, les échanges sont difficiles avec le voisin espagnol, qui réalise ses meilleures performances dans les mêmes secteurs: pêche, vin, liège.

Le textile évoque les gravures du dix-neuvième siècle: main-d'oeuvre sous-payée (parfois des enfants), souvent non déclarée, entreprises peu capitalisées (mais beaucoup de voitures neuves chez les patrons...). Dans ce style, beaucoup de pays du tiers-monde font «mieux» que le Portugal et menacent ses positions.

Destination de remplacement du Maghreb, le pays s'attend cette année à une saison touristique superbe: 40% de *surbooking*⁽⁷⁾ en Algarve pour l'été, dès le mois de mai. Mais, les pieds dans l'eau, on reviendra peut-être de quelques illusions: l'environnement littoral est dégradé, le service médiocre et les prix souvent disproportionnés. De toute façon, peut-on fonder durablement une économie sur le tourisme? En Italie ou en Espagne, il n'a servi que de levier.

Autre source essentielle de revenus: l'émigration, «*la mine d'or des pauvres*». Le mot est aujourd'hui mal vu. On fait remarquer, aux Français en particulier, qu'«*en Europe il n'y a plus d'émigrés*», ce qui est une subtilité sémantique. Mais, quel que soit le terme retenu, le flux de population cherchant du travail hors des frontières, en France ou ailleurs, reprendra-t-il avec la libre circulation des personnes en 1993? Rien de moins sûr. Dans les années 60-70, on a assisté à une émigration de la misère; celle-ci tend à disparaître.

Le plus préoccupant sans doute, c'est ce que M. Americo Amorim, premier exportateur mondial de liège, signale, en rappelant que «*les activités bancaires au Portugal sont actuellement bien plus rentables que les investissements industriels*». Un danger aux causes conjoncturelles certes, mais qui paraît très lié aux mentalités, tant il est admis que les Portugais sont meilleurs commerçants qu'entrepreneurs. En outre, les pesanteurs hiérarchiques et la «*passion inaltérable de la réglementation*⁽⁸⁾» qui anime une bureaucratie obèse et mal gérée font qu'ils ne pétillent pas d'initiatives. Est-ce un legs du fatalisme arabe? En tout cas, nombreux sont ceux qui font preuve d'une admirable capacité à supporter les situations pénibles; on n'apprécie guère les conflits, les tensions, dans un monde qui oblige à devenir un «battant». Or les Portugais n'ont jamais su exploiter leurs richesses, leurs talents: tout le fruit des conquêtes, dépensé avec faste, s'est envolé vers l'industrielle bourgeoisie des pays froids. Aux investissements médités, aux vues à long terme, beaucoup semblent préférer les rémunérations brèves, le bonheur tout de suite.

Cette demande interne, qui relance l'inflation, et la pénurie de cadres, qui ouvre à l'excès l'éventail des

salaires, risquent de susciter un pays à deux ou trois vitesses que la léthargie syndicale ne protégera pas indéfiniment des troubles sociaux. Dans l'immédiat, la nécessité d'intégrer le système monétaire européen (SME) définit l'enjeu des prochaines élections: comment ramener le taux d'inflation (13,7% en 1990) à un niveau européen sans geler la croissance?

Une autre question agite les esprits: conservera-t-on la maîtrise de l'économie nationale malgré l'invasion des capitaux étrangers? Les privatisations des derniers mois, les rafles dans l'immobilier, inquiètent une opinion publique où naît le sentiment d'être « envahi », en particulier par le grand voisin ibérique. En cinq ans, celui-ci s'est emparé de plus d'un millier d'entreprises, et le montant de ses investissements a été multiplié par quinze⁽⁹⁾! Il faut dire que la Péninsule est une aire économique de cinquante millions d'habitants dont quatre sur cinq sont Espagnols, et où les méfiances sont loin d'être éteintes.

Mais l'appétit de développement est tel qu'on grogne un peu, et qu'on avale tout: pollution industrielle, désertification de l'Algarve, constructions sauvages. Le Minho, fleuron bucolique du Nord, est défiguré par les usines, la circulation, les pavillons de banlieue. Les coeurs sensibles souffrent, les autres s'en remettent à la régulation que ne manqueront pas d'entraîner les directives communautaires. «*Elles contraindront plus facilement mes compatriotes à respecter leur pays que leur propre gouvernement*», sourit M. Nicolau Santos.

Cette attitude ne va pas sans contradictions. Comme le dit l'écrivain Agustina Bessa Luis: «*L'ambiguïté, c'est la dernière feuille de l'oignon qu'est le Portugais.*» Le gouvernement de Lisbonne, en effet, bien que son pays ne représente que 1% du PNB européen, s'impatiente de n'être pas à parité de décision avec ses partenaires. Ce qu'il souhaite, au fond, c'est de disposer d'une voix sur douze pour tous les grands sujets. Le Portugal est dans la place, certes, mais apprécie peu de n'avoir que petite voix au grand chapitre. Et, parfois, on éprouve quelque agacement à Bruxelles devant les habiletés de cette jeune recrue, plus soucieuse d'avantages que de contraintes, qui s'appuie sur le principe de «*cohésion économique et sociale*», couché dans l'Acte unique, pour jouer, à l'occasion, une partition tiers-mondiste dans le concert européen.

C'est qu'on ne passe pas impunément de la paix frugale à la jouissance inquiète. Qui serons-nous dans deux décennies?, s'interroge-t-on dans les journaux. Notre douceur de vivre ne risque-t-elle pas de fondre dans l'amère compétition? Saurons-nous préserver un temps qui s'écoule plus lentement, la richesse d'une culture ancienne mais minoritaire? Les responsables, en province, ne cachent pas leur désarroi: «*Que fait-on pour le monde rural, ses valeurs, son artisanat, l'entretien de l'environnement? Nos racines spirituelles sont là.*»

De fait, à travers l'omniprésence des produits culturels américains, c'est l'ensemble des modèles et des comportements qui est remis en cause. Dans les cinémas et sur les radios, plus de 90 % des films et des variétés viennent des Etats-Unis. Même la jeunesse, pourtant avide de changement, paraît très soucieuse de préserver l'identité nationale⁽¹⁰⁾. Mais personne ne voit en la CEE un recours.

Beaucoup pensent, au contraire, que le concept de «*culture européenne*» n'est qu'un leurre, et que les petits pays ont tout à y perdre. Déjà, la télévision espagnole s'impose dans les régions frontalières, sans parler des chaînes diffusées par satellite en anglais.

La menace d'euro-américanisation suscite des réactions d'angoisse: on n'a jamais autant célébré la culture nationale, ni les gloires du passé - à la faveur du cinquième centenaire des conquêtes, - jamais autant revendiqué le statut de langue internationale pour le portugais. «*Tendance messianique, rappelle Eduardo Lourenço, l'un des meilleurs essayistes actuels, qui remonte à l'époque où, croisés des mondes inconnus, nous portions le message de l'Occident aux confins de l'Asie et de l'Afrique. Aujourd'hui, on se méfie de l'Europe laïque, c'est-à-dire païenne.*»

Le philosophe Agostinho da Silva connaît des triomphes médiatiques en ravivant le mythe d'un peuple missionnaire («*Herois, Santos e Navegadores*», dit l'hymne national), appelé à sauver du rationalisme desséchant notre Vieux Continent. «*Le pape à Fatima, ajoute Eduardo Lourenço, est venu renforcer, en mai dernier, cette tendance.*»

Comment s'intégrer et demeurer soi-même?

DES thèses qui, d'une certaine manière, influencent jusqu'aux élites modérées: Mme Helena Vaz da Silva, présidente du Centre national de la culture, est convaincue que son pays peut revitaliser l'Europe, lui apporter sa fraîcheur et une originalité qui s'est épanouie dans l'isolement lusitanien. «*Nous avons toujours montré une adaptabilité extraordinaire aux circonstances, fait-elle justement remarquer, et si nous évoluons très vite aujourd'hui vers la modernité, cette évolution se fera sans ruptures, à notre manière.*» Cette quête de soi, dans un environnement à la fois fascinant et inquiétant, rappelle les grands débats du Québec aux plus beaux jours de René Lévesque. Car, si un surcroît d'humanité peut venir du Portugal, on y trouve aussi une réflexion lucide sur les enjeux de la construction européenne, comme en témoignent les travaux de la Fondation Calouste Gulbenkian⁽¹⁾, et des intellectuels comme Eduardo Lourenço, Fernando Gil, Miguel Torga ou José Saramago. Le fond du débat, qui concerne tous les Européens, est de savoir si les projections nationales ont encore un sens dans un avenir communautaire.

Au moins le processus d'intégration, à la différence de la Grèce, paraît-il irréversible. Il reste au Portugal, pour ne pas devenir un réservoir de main-d'oeuvre à bon marché, à tirer profit de ses atouts, à développer ses structures de formation (encore 20% d'analphabètes), et à exploiter intelligemment les fameuses «niches» de marché, c'est-à-dire les secteurs où les grosses entreprises d'autres pays préfèrent recourir à la sous-traitance. Parier, au moins à court terme, sur la flexibilité, la taille moyenne, afin de profiter de toutes les opportunités.

Les dix ans à venir risquent d'être difficiles: le rouleau compresseur des médias, la libre circulation des produits et des biens en Europe pourraient éprouver durement le tissu culturel, social et économique. Mais le courage ne manque pas, même si, en ce moment, l'inconscience joyeuse l'emporte sur le noir présage dans le caractère lusitanien. Le Portugal a sans doute rencontré son destin en décidant de s'amarrer au Vieux Continent. Il paraît vouloir le vivre jusqu'au bout. A la question: l'adhésion fut-elle un acte positif? Mme Helena Vaz da Silva répond aussitôt: «*Est-ce qu'on demande si naïtre est positif?*»

Vincent Jacques

(1) Depuis le 16 février 1986, le président de la République est le socialiste Mario Soares, alors que le premier ministre, depuis 1986 également, est M. Aníbal Cavaco Silva, dirigeant du Parti social-démocrate (PSD) de centre droit.

(2) Eduardo Lourenço, *le Labyrinthe de la Saudade*, éd. Sagres-Europa, Paris, 1988.

(3) Voir le chapitre «Méditations portugaises» de son livre *Europe, Europe !*, Gallimard, Paris, 1988.

(4) Marché commun en cours d'organisation entre le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay.

(5) Le journaliste Vasco Pulido Valente dans *O Independente* du 24 mai 1991.

(6) Chiffres cités par M. José Macario Correia, secrétaire d'Etat à l'environnement.

(7) Pratique traditionnelle chez les compagnies aériennes et les hôteliers, qui consiste à accepter des réservations fermes, bien au-delà des capacités disponibles, en escomptant des désistements de dernière minute.

(8) Diana Smith, *Financial Times*, 12 octobre 1988.

(9) Voir *le Monde* du 5 février 1991.

(10) Voir Eurico Figueiredo, *Conflito de gerações, conflito de valores*, Fondation Gulbenkian, Lisbonne, 1988.

(11) Voir son programme de prospective, *Portugal 2000*.